

# Luttes rurales et mouvements de femmes au Philippines

lundi 18 novembre 2019, par [LETERME Cédric](#), [SOLER Sindy](#) (Date de rédaction antérieure : 31 octobre 2019).

**Entretien de Cédric Leterme (CETRI) avec Sindy Soler, directrice de l'organisation philippine de défense des droits des femmes en milieu rural *Mindanao Tri-People Women Resource Center* (MTWRC) sur l'île de Mindanao.**

**Cédric Leterme : Quand votre organisation a-t-elle été créée ?**

**Sindy Soler :** En 2000, à la demande d'organisations de femmes de la région. À l'époque, nous étions en pleine guerre ouverte, il y avait beaucoup de situations de conflit à Mindanao [1]. Nous avons donc organisé une consultation pour savoir comment les femmes étaient affectées par cette situation de crise. Et à partir de cette consultation, il a été décidé de créer un centre de femmes pour maintenir et développer les solidarités et pour défendre leurs droits et leurs intérêts. Nous travaillons donc essentiellement avec des organisations ou des femmes directement sur le terrain, des femmes issues des trois grandes communautés de Mindanao [2], principalement en milieu rural.

**Cédric Leterme : Quels types d'actions menez-vous ?**

**Sindy Soler :** On fait de l'organisation communautaire au niveau des villages. On fournit aussi des locaux pour des réunions ou d'autres formes de solidarité entre femmes et organisations de femmes. Nous avons aussi un programme de santé, où nous proposons principalement des formes de médecine alternatives. Nous avons un volet documentaire et de recherche et nous faisons également du renforcement de capacités, de la sensibilisation, du plaidoyer, etc., mais surtout au niveau local, dans les villages.

**Cédric Leterme : Quelle est la situation actuelle des femmes aux Philippines ? On cite souvent le pays comme un modèle en la matière. Est-ce que vous partagez ce constat ?**

**Sindy Soler :** C'est vrai que la discussion sur les enjeux liés au genre a commencé il y a longtemps aux Philippines, et le pays est effectivement parmi les premiers au monde en matière d'égalité de genres, de participation politique des femmes, d'éducation, etc. Cela étant, si on regarde la situation sur le terrain, il reste toujours des problèmes qui doivent être débattus et adressés.

En matière de violences sexistes, par exemple. Nous avons des lois nationales, nous sommes signataires des conventions internationales sur la question, mais ces violences sont malgré tout toujours bien présentes, en particulier les violences domestiques. À Mindanao, nous avons une diversité de cultures, et dans certaines, il existe toujours une forte culture du silence où les femmes ne doivent pas parler de ces questions.

Il existe aussi encore beaucoup de cas de grossesses précoces et de mariages précoces, en particulier dans les communautés indigènes et musulmanes où il est permis de se marier dès ses 14 ans, avec de nombreuses situations alarmantes.

Un autre problème concerne le trafic de femmes. C'est un enjeu extrêmement critique à l'heure actuelle, surtout avec l'absence d'opportunités économiques dans bon nombre de communautés rurales. Ce sont en effet souvent les femmes qui sortent du village pour aller travailler en ville ou à l'étranger quand il n'y a pas assez de travail à la ferme. Ces femmes se retrouvent alors plus facilement enrôlées par des trafiquants. Elles vont travailler comme travailleuses domestiques, par exemple, parce qu'elles n'ont pas le choix, pour soutenir leur famille. Et elles font face à des conditions de travail très dures, à des actes de violence, etc. En outre, leur mari reste à la ferme pour s'occuper du ménage et ça peut créer des problèmes pour l'éducation des enfants, avec à la clé de la délinquance juvénile ou des disputes et des violences conjugales, autant de problèmes liés au fait qu'elles doivent s'absenter pour de longues périodes.

Enfin, d'un point de vue plus politique et institutionnel, on a aussi la question de la misogynie. Notre organisation et nos réseaux sont vraiment déçus de ce point de vue par les déclarations et commentaires de certains dirigeants en vue, à commencer par le Président lui-même, qui sont dégradants pour les femmes. C'est vraiment décourageant.

**Cédric Leterme : Sur la question plus précise de l'accès à la terre, est-ce que les femmes font face à des difficultés particulières ?**

**Sindy Soler :** D'un point de vue légal, les femmes ont le droit de posséder la terre aux Philippines. Mais dans la pratique, il existe toujours cette perspective machiste selon laquelle ce sont les hommes qui sont les chefs de famille. Ce sont donc eux qui ont le contrôle sur les propriétés et en particulier sur la terre qui est un bien décisif pour les familles rurales. Souvent, ce sont les hommes qui se retrouvent automatiquement propriétaires des terres, alors que les femmes pourraient aussi le réclamer. Il y a toujours cette idée selon laquelle la terre appartient aux hommes. Or, c'est évidemment un désavantage pour les femmes lorsque leur nom n'apparaît pas sur le titre de propriété, puisqu'elles ne disposent alors d'aucun contrôle sur la terre et elles n'ont pas accès à toute une série de services pour lesquels il faut pouvoir montrer un titre de propriété (ex : crédits).

Parfois, grâce notamment à nos programmes et activités de sensibilisation, les hommes sont plus conscients de ces questions d'égalité hommes-femmes, ils en parlent dans leur communauté, ils en parlent avec leurs femmes, mais ce sont quand même eux qui ont le dernier mot.

**Cédric Leterme : Quelles revendications portez-vous encore, sachant que le cadre légal en matière d'égalité des genres est déjà parmi les plus progressistes aux Philippines ?**

**Sindy Soler :** Il y a encore de la place pour de l'amélioration légale. Par exemple, pour accroître la conscientisation du gouvernement et informer les paysans que les femmes aussi ont le droit de posséder la terre. Certains agents gouvernementaux, en particulier dans les agences en charge des titres de propriété foncière, manquent aussi de sensibilité sur ces questions. Souvent, ils demandent automatiquement le nom de l'homme au moment d'indiquer le chef de famille, par exemple, et ils insistent vraiment sur le fait que ce devrait être un homme, y compris lorsqu'ils font face à une veuve. Donc il faut aussi travailler à conscientiser ces responsables gouvernementaux aux enjeux liés au genre.

**Cédric Leterme : Existe-t-il déjà des programmes de sensibilisation aux questions de genre, y compris dans les écoles ?**

**Sindy Soler :** Oui le « gender mainstreaming » est déjà obligatoire dans nos institutions, y compris à l'école, mais on y retrouve quand même encore des manuels où les femmes sont systématiquement représentées en train de faire le ménage... La situation est plus positive dans les niveaux supérieurs, notamment à l'université, mais en primaire et secondaire il n'y a pas encore beaucoup d'efforts qui

sont faits. C'est pourtant une obligation légale et même constitutionnelle, mais dans la pratique, ça ne suit pas vraiment. Il faudrait pousser beaucoup plus, en particulier pour que les officiels et les agents gouvernementaux soient davantage conscientisés à ces enjeux.

**Cédric Leterme : Est-ce que les femmes de Mindanao font face à des problèmes particuliers par rapport au reste des Philippines ?**

**Sindy Soler** : Oui, d'abord en raison des situations de conflit qui perdurent ici. Nous sommes très inquiètes de la façon dont ils influencent les droits des femmes. Les nombreux conflits que nous vivons ont tendance à placer les femmes dans des positions encore plus marginalisées. En particulier parce que les communautés en conflit sont déjà des communautés pauvres. Donc les femmes doivent porter plusieurs fardeaux : celui du conflit, avec les menaces sur la sécurité, les menaces de harcèlement, etc., mais aussi le fardeau économique de la pauvreté et de la survie de leur ménage ou encore le fardeau lié à des discriminations que vivent notamment les femmes indigènes ou musulmanes. Il existe donc souvent plusieurs couches de marginalisation et d'exclusion pour les femmes à Mindanao.

**Cédric Leterme : Est-ce que la situation des femmes est comparable au sein des trois grandes communautés qui composent Mindanao ?**

**Sindy Soler** : Il y a des éléments communs, comme la pauvreté, par exemple, mais aussi des enjeux spécifiques à chaque communauté. Les femmes indigènes ou musulmanes font face à des discriminations particulières, par exemple. Leur identité et leur droit à l'auto-détermination sont moins bien garantis que ceux des femmes catholiques. C'est pourquoi c'est vraiment un défi pour une organisation comme la nôtre de renforcer les solidarités entre femmes originaires de toutes les communautés. Nous pouvons travailler sur des enjeux communs, mais nous sommes conscientes qu'il existe des enjeux propres à chaque communauté. Pourtant, ça peut être aussi un atout d'obtenir de l'aide et du soutien de la part de femmes qui sont originaires de communautés différentes. Mais il faut travailler à créer cette solidarité.

**Cédric Leterme : Pouvez-vous nous parler de la division du travail qui règne entre hommes et femmes dans les communautés rurales avec lesquelles vous travaillez ?**

**Sindy Soler** : Les tâches ne sont pas les mêmes en termes de travail productif, mais la contribution et la participation des femmes sont malgré tout importantes dans les fermes, même si ce n'est pas monétisé. Par exemple, faire à manger pour le ménage ou nourrir les poules, ce sont des tâches qui ne sont pas monétisées (et donc comptabilisées), mais qui sont très importantes. Le problème, c'est que malgré tout le temps passé par les femmes dans le travail à la ferme, elles doivent en plus supporter le poids du travail domestique. Elles restent en charge de la plupart du travail domestique. De nouveau, parce que c'est dans les mentalités et les traditions. Pour autant, ça ne les empêche pas d'être activement impliquées dans des activités publiques comme faire partie d'une organisation comme la nôtre. Dans la plupart des organisations rurales, les femmes sont d'ailleurs très présentes et souvent majoritaires. Et c'est la même chose dans les luttes environnementales où beaucoup de femmes sont en premières lignes.

**Cédric Leterme : Qu'en est-il en matière de sécurité alimentaire ?**

**Sindy Soler** : La plupart des subsides ou aides disponibles pour les agriculteurs bénéficient d'abord et avant tout aux hommes. Parce qu'ils ciblent les tracteurs ou les gros outils, par exemple. Les femmes peuvent aussi prétendre à certaines aides, mais on en revient aux freins culturels. En termes de sécurité alimentaire, la « Magna Carta of Women » [\[3\]](#) insiste beaucoup sur l'importance de l'égalité dans l'accès à la propriété des terres, aux financements, etc. Mais comme pour la

réforme agraire [4], le problème n'est pas tant dans la loi que dans sa mise en œuvre. Nous connaissons d'ailleurs des cas de femmes qui ont postulé pour une redistribution dans le cadre de la réforme agraire et auxquelles les officiers ont demandé où était leur mari... Si vous n'insistez pas, vous finissez par être privée de vos droits.

Dans d'autres cas, ce sont les maris qui finissent par s'opposer à leurs femmes lorsque celles-ci commencent à revendiquer leurs droits. Nous connaissons beaucoup de cas où les femmes ont fait face à des disputes conjugales ou même à des séparations quand elles ont commencé à vouloir affirmer leurs droits à la terre. D'ailleurs, quand nous avons commencé, nous nous concentrons essentiellement sur un travail de sensibilisation et d'encapacitation à destination des femmes. Mais après plusieurs années, en discutant avec ces femmes, nous nous sommes rendu compte qu'elles subissaient toujours des violences domestiques. Et la raison était simple. C'était parce que leurs maris, eux, n'avaient pas été conscientisés de la même manière. Et donc ils finissaient par se disputer si les femmes insistaient sur leurs droits et sur leurs revendications d'égalité. Donc ce n'est pas suffisant de cibler les femmes, il faut aussi un programme de sensibilisation qui vise les hommes pour que la prise de conscience soit mutuelle et qu'ils puissent travailler ensemble. C'est un vrai défi parce que c'est très difficile de parler de violence domestique avec les hommes, mais petit à petit, on peut faire évoluer les choses.

### **Cédric Leterme : Quelle relation entretenez-vous avec d'autres mouvements de femmes en dehors des communautés rurales ?**

**Sindy Soler** : Les mouvements de femmes dans les villes ont d'autres priorités, d'autres agendas. Ils parlent davantage d'enjeux politiques par exemple, ou encore des droits reproductifs, alors que ce ne sont pas nécessairement des priorités pour les femmes en milieu rural, où les enjeux socio-économiques ou d'accès à l'alimentation peuvent être plus importants. Or, c'est plus difficile pour les femmes en milieu rural, surtout celles qui viennent de Mindanao, de se faire entendre au niveau politique parce que les organisations de femmes basées à Manille, par exemple, peuvent directement interpeller les responsables, alors que pour nous, c'est beaucoup plus difficile, ne fut-ce que pour nous rendre à Manille, trouver les ressources, les contacts, etc. Donc ce sont des contextes différents. Mais il est important de faire des liens, parce qu'il y a aussi beaucoup d'enjeux communs.

---

**Cédric Leterme**  
**Sindy Soler**

*[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.*

---

**P.-S.**

Cetri

<https://www.cetri.be/Luttes-rurales-et-mouvements-de?lang=fr>

---

### **Notes**

[1] L'île de Mindanao est la deuxième plus grosse île de l'archipel philippin et la seconde en

termes de population. C'est également le panier à provisions du pays avec un certain nombre de cultures et de ressources clés qui y sont concentrées. Située au Sud du pays, elle est restée longtemps à l'écart de la colonisation espagnole, puis américaine, avec une population majoritairement indigène et musulmane (les Moros, du terme « Maures » en espagnol). La situation change toutefois au lendemain de la Seconde guerre mondiale, avec une migration interne massive de « colons » catholiques favorisée par le pouvoir central pour diminuer la pression sur les terres dans les îles du Nord. Cette situation débouchera sur un conflit armé toujours en cours à l'heure actuelle entre indépendantistes Moros et le gouvernement central. En outre, l'île constitue également le dernier bastion de la guérilla communiste créée dans l'ensemble du pays dans les années 1970 pour revendiquer plus de justice sociale et une réforme agraire.

[2] « Tri-People » désigne ainsi les trois grandes communautés qui composent la population de Mindanao : Les communautés indigènes, les Moros (d'origine musulmane) et les catholiques.

[3] Loi adoptée en 2009 pour intégrer l'égalité hommes-femmes dans toute une série de domaines.

[4] Réforme adoptée en 1988 pour (re)distribuer des terres publiques et privées aux nombreux paysans sans terre du pays, mais dont le bilan est contesté.